

Lundi, 07 janvier 2013

Etre ou ne plus être français

Commentaires



Je suis d'accord avec cette analyse. Tous ceux qui vont "ailleurs" viennent se greffer sur un "ailleurs" historique, c'est à dire hérité, non choisi par l'immense majorité de ceux qui le constituent, simplement par la naissance. Les nations sont des amitiés, mais surtout un héritage. En aucun cas un "contrat". Les mutants ne peuvent l'être que dans cette stricte mesure.

Écrit par : Anatole | lundi, 07 janvier 2013



S'ils veulent manifester leur colère, qu'ils renient NON la FRANCE, mais la république. Car enfin, je me rappelle que Brigitte BARDOT a prêté son visage à Marianne, et que Gérard DEPARDEU, sur TF1 montra avec insistance le journal GLOBE, propriété de Pierre BERGE., au cours d'un reportage axé sur le festival de CANNES La FRANCE éternelle, dont la langue était parlée à Saint Petersburg, Berlin, Vienne et même a New York, n'a rien à voir avec le personnel qui la représente ACTUELLEMENT.

Écrit par : SETADIRE | lundi, 07 janvier 2013



L'usage du mot "nation", rapporté à l'Antiquité ou à l'Ancien Régime, relève en grande partie d'un anachronisme. Au Moyen Age, la "nation" (de natio, "naissance") a un sens culturel ou ethnique, mais nullement politique.

Au sens politique, la nation n'apparaît qu'au XVIIIe siècle, et c'est pour s'opposer au roi. Les "patriotes" v sont alors ceux qui pensent que la nation, non le roi, incarne l'unité du pays, c'est-à-dire que la nation existe indépendamment du royaume.

A partir de la Révolution, la nation est pour tout individu une donnée immédiate. C'est une abstraction collective à laquelle on appartient directement, sans la médiation des corps ni des états. Il y a donc, paradoxalement, une racine individualiste de la nation et du nationalisme.

Il y a deux manières différentes de poser l'affirmation d'une identité collective. La première, qui pourrait être celle du nationalisme, se borne pour un individu à défendre son peuple, tandis que la seconde, soucieuse avant tout de diversité, voit la nécessité de défendre tous les peuples contre les idéologies qui menacent de les éradiquer.

On connaît la devise anglaise : Right or wrong, my country ("Qu'il ait tort ou raison, mon pays"). Cette devise n'énonce pas seulement que l'appartenance est une donnée dont on ne peut faire abstraction. Elle dit aussi que mon pays peut avoir tort ou raison — et non pas qu'il a toujours raison.

Or, en toute rigueur, un nationaliste ne saurait reconnaître que son pays est en tort pour la simple raison que, pour pouvoir lui donner tort, il doit être en possession d'un critère du juste et de l'injuste excédant sa seule appartenance, c'est-à-dire finalement d'une claire conscience de ce qu'est la vérité objective. Un nationaliste est spontanément porté à considérer que son pays n'a jamais tort, qu'il a toujours raison. Dans une telle perspective, en cas de conflit, seule la force peut trancher. La force devient alors la valeur suprême. Elle s'identifie au vrai, ce qui signifie que l'histoire est fondamentalement juste : les vainqueurs ont toujours raison, au seul motif qu'ils l'ont emporté.

Si, au contraire, je peux donner éventuellement tort à mon pays, sans pour autant oublier qu'il est le mien, c'est que je sais que mon appartenance n'est pas un critère de vérité objective.

Écrit par : Thulé | lundi, 07 janvier 2013

[Répondre à ce commentaire](#)



Que le mot "nation" ait changé de contenu à la Révolution, ce qui est vrai, n'implique pas qu'il n'ait pas été utilisé beaucoup plus tôt au plein sens politique.

Un exemple ? Le 16 novembre 1700, Louis XIV annonce à la cour qu'il accepte le testament de son « cousin, beau-frère et neveu », le roi Charles II d'Espagne, mort quelques jours plus tôt. Il présente alors son petit-fils, âgé de dix-sept ans, à la cour, par ces mots : « Messieurs, voici le roi d'Espagne ». Puis il déclare à son petit-fils : « Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier devoir ; mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union entre nos deux nations ; c'est le moyen de les rendre heureuses et de conserver la paix de l'Europe. ». Nous sommes à près d'un siècle de la Révolution !

Le « nationaliste », quant à lui, n'est pas forcé d'être primaire. Il doit savoir que son pays ne peut pas « n'avoir jamais tort » ou « avoir toujours raison ». Nous ne sommes pas là dans l'ordre du juste ou de l'injuste, ni dans celui de « la vérité objective ». C'est la vieille devise du pragmatisme anglais qui s'applique, tout simplement, sans besoin de raisonnements trop sophistiqués pour être honnêtes : « Right or wrong, my country ». Le reste, c'est de la littérature.

Écrit par : Anatole | mercredi, 20 février 2013
